EDITORIAL

Dévoiler les mensonges

Kris Hertogen

L'euphorie gouvernementale concernant le budget 95 est de la charlatanerie électoraliste. Les décisions vraiment pénibles ont été prises dans les budgets 93 et 94; d'autres ont été reportées aux communautés et aux régions ou... après les élections communales. SP et PS, CVP et PSC veulent à tout prix atteindre la norme de Maastricht et l'Union monétaire européenne. Ainsi le grand capital belge pourra-t-il trôner aux côtés de la bourgeoisie allemande dans la concurrence internationale sans merci et porteuse de conflits mondiaux.

Les sacrifices et le redressement de la conjoncture produiront-ils davantage d'emplois? Même pas. Selon l'OCDE, le taux de chômage des 25 pays les plus riches battra de nouveaux records en 1994, malgré une légère reprise économique. En Europe, le chômage augmentera encore en 95.

Avec un bénéfice de 1,923 milliards de dollars au deuxième trimestre de 1994, General Motors a battu un record historique. Mais fin juin 94, ce géant de l'automobile comptait 22.000 travailleurs de moins que 12 mois plus tôt. Solvay, la plus grande multinationale belge, a réalisé 2,91 milliards FB de bénéfice net au cours des six premiers mois de cette année. Cela fut rendu possible grâce aux restructurations, dont la fermeture du siège de Couillet fut un élément. Les bénéfices ne créent pas d'emploi; ce sont les pertes d'emplois qui créent des bénéfices!

Les patrons utilisent la crise et le chômage pour rétablir leurs taux de profit, en rationalisant, en diminuant les salaires et en imposant une exploitation accrue. Les gouvernements font pression sur les chiffres du chômage en excluant des chômeurs ou en leur imposant des jobs de service.

Celui qui veut en finir avec le chômage doit se battre pour la suppression du capitalisme. C'est pour camoufler cette réalité que le gouvernement clame que son plan emploi jeunes aura créé 70.000 emplois en 1994. En réalité, ce plan, qui diminue le coût salarial, déplace le chômage mais ne le diminue pas. Selon le Bureau du Plan, en effet, 27.000 emplois disparaîtront en 1994. Et les plans d'entreprise ne servent qu'à répartir cette perte entre les travailleurs.

Seul le communisme offre une issue définitive. Seuls les communistes du PTB ont un programme qui permet de déplacer le poids de la crise sur les riches et les patrons.

Pendant les élections européennes, 2.000 personnes ont collaboré bénévolement à la diffusion de ce programme. 60.000 ont voté pour lui le 12 juin. Lors des élections du 9 octobre prochain, nous voulons progresser encore. C'est le seul moyen de présenter la facture aux partis du gouvernement et de dévoiler leurs mensonges. C'est surtout la seule garantie pour le succès de la lutte de classe qui ne manquera pas d'éclater sur différents terrains.

Le plan global confirmé

Le budget 95 annonce de nouvelles saignées. Un peu plus tard.

A l'annonce du budget 1995 par le gouvernement fédéral de Dehaene, l'euphorie est générale. Un triomphalisme monté en épingle. Les mesures vraiment douloureuses du budget 95 font déjà partie du plan global de crise. Et des nouvelles coupes sombres sont transférées aux Régions et Communautés, voire... renvoyées à plus tard.

Kris Hertogen

Une euphorie trompeuse entoure le budget 95. Simple pause avant le plan global bis (photo : grève anti-plan global).

En 1992, le ministre du Budget de l'époque, Mieke Offeciers, a réalisé un plan de convergence visant à réduire le déficit budgétaire de 6,9% du Produit Intérieur Brut (PIB) à la norme de Maastricht de 3% en quatre ans. En l'appliquant, le gouvernement a pris de nombreuses mesures drastiques entre 1992 et 1994 devant avoir - d'après Dehaene - un impact total de 517 milliards en 1994 (1).

Côté recettes, citons la non-indexation des barèmes fiscaux, l'impôt complémentaire de crise de 3% et l'impôt sur l'énergie, la cotisation 'allocations familiales' et d'autres augmentations des impôts du plan global. Toutes ces mesures coûteront la bagatelle de 97.200 francs à un ménage ouvrier moyen dès 1996. Mais „elles sont déjà pleinement appliquées maintenant" (2). Elles sont la cause d'une part importante de la hausse des recettes fiscales dans les six premiers mois de 1994 : 125 milliards par rapport à la période correspondante de 1993 (une hausse de plus de 14% !).

Côté dépenses, il y a la suppression du supplément pour temps partiels involontaires (mai 1993), les sanctions contre les chômeurs de longue durée, la hausse du ticket modérateur et le supplément pour hospitalisation, médicaments et analyses de laboratoire plus chères, etc. Toutes ces mesures commencent à „porter leurs fruits" d'après les propos très cyniques d'un porte-parole des socialistes flamands.

Assurance-maladie : moins 13 milliards

Cela a certainement facilité la clôture du budget 1995 ! Mais les 121.825 chômeurs rayés en 1993 (le double de 1992) et les milliers de malades en seront toujours pour leurs frais !

Dans le cadre du plan global, le gouvernement a concocté un financement alternatif pour la sécurité sociale. Celui-ci rapportera 76,2 milliards en 1994 et 81,8 milliards en 1995. La part que les travailleurs devront cracher s'élève à 60 milliards : impôt de crise (20 milliards), augmentations de TVA (29 milliards) et taxe sur l'énergie (11 milliards).

Le gouvernement évalue l'augmentation des dépenses de sécurité sociale à 48,3 milliards pour 1995. Il en résulterait donc un boni de 33,5 milliards pour la sécurité sociale. Ce serait trop beau ! Plus de la moitié de ce financement alternatif (48,3 milliards) sera en effet offert aux patrons sous forme de réductions de cotisations sociales (Maribel dans les secteurs exportateurs, plan d'emplois pour jeunes, baisse des cotisations sociales sur les salaires minima, ...).

Aussi, malgré les mesures drastiques du plan global, il faudra économiser encore 13 milliards dans la sécurité sociale: hôpitaux (1,2 milliard), réduction des dépenses pour médicaments (1,5 milliard), mieux contrôler les dépenses pour les lieux et maisons de repos, suppression de 5.000 lits d'hôpitaux, nomenclature en kinésithérapie...

Sécu : bientôt. Belgacom à la trappe

Le paquet global d'économies (13 milliards en assurance-maladie et 13,5 milliards de privatisations) est toutefois inférieur aux 70 milliards calculés en juin par le Conseil Supérieur des Finances.

La principale bonne nouvelle émane d'Alphonse Verplaetse, gouverneur de la Banque Nationale. La croissance économique serait de 1,8% pour 1994 au lieu de 1%. Profitant de cette aubaine, le gouvernement a mis au point un budget „plus léger". Quelques mois avant les élections communales, Dehaene veut éviter un plan global bis au PS qui a ramassé une „dégelée" aux élections européennes. La réforme fondamentale et douloureuse du régime des pensions est reportée de quelques mois pour la même raison. Certaines autres économies dans la sécurité sociale ont été remplacées par une opération comptable.

Ainsi, les patrons devront verser 35% d'acompte pour la sécurité sociale durant le dern ier trimestre de 1995 au lieu de 30%. Il en résulte une rallonge de 17 milliards pour la sécurité sociale en 1995. Celle-ci ne se reproduira pas en 1996 et n'empêchera pas de nouvelles mesures d'économies l'année prochaine ; peut-être après des élections législatives (anticipées ?).

En échange, le PS ne s'oppose plus aux privatisations : «La peur de sabrer encore davantage dans le système d'allocations est la principale raison de l'empressement relatif de ce gouvernement à participation socialiste à privatiser des entreprises publiques. Ce processus s'accélère à un rythme inimaginable il y a à peine quelques années» (3). Après la CGER et la SNI, c'est à présent Belgacom qui passe à la trappe. Les privatisations offrent au patronat de nouveaux marchés et de nouveaux secteurs rentables. Sur le plan budgétaire, ce n'est qu'un allégement passager : on ne vend qu'une fois.

Le budget 95 n'est certainement pas le début de la fin du tunnel; il ne constitue qu'un instant de répit dans le démantèlement social.

5(1) De Morgen, 26 juillet 1994. (2) De Standaard, 26 juillet 1994. (3) De Standaard, 26 juillet 1994.

50 milliards en plus à trouver par les Régions

Quelques jours avant le conclave budgétaire, le gouvernement fédéral a conclu un accord avec les représentants des régions et communautés sur leur contribution à l'assainissement des finances publiques.

La norme de Maastricht de 3% concerne l'ensemble des dépenses de l'Etat : aussi bien celles de l'Etat fédéral que celles des Régions et Communautés et des administrations locales (communes et provinces).

En 93, ce déficit global était encore de 7,2%. Près de 5,5% était à charge de l'Etat fédéral. Dans les 1,7% restants, 1,1% était à charge des Communautés et Régions. Dans le tout récent accord, ces dernières se sont engagées à réduire leur part du déficit à 0,4% pour 1996. Cela représente une économie de plus de 50 milliards ! Comment ? Fort probablement par de nouvelles taxes et économies dans les Communautés et les Régions. Ces nouvelles ponctions toucheront évidemment ceux-là mêmes qui contribuent déjà un maximum au plan global et autres plans de crise !